des jeux de Bourse, ces titres étaient encore dans les mains de ceux-ci, et l'engagement dans son imperfection originaire ;

« Qu'il suit de là que la négociation faite ultérieurement par les appelants était illécite et nulle à l'égard de Davis, et qu'à bon droit il a demandé la réparation du préjudice que lui avait causé l'abus fait d'un pouvoir qui n'existait plus ;

« Que si la loi ne permet pas au joueur qui a payé volontairement d'exercer la répétition et d'alléguer sa turpitude, l'exception ne peut être étendue hors des cas expressément déterminés ;

« Que l'ordre et l'intérêt publics s'opposent à ce que les entrepreneurs qui servent d'instrument à des opérations immorales et ruineuses, appliquent à la perte, s'il en survient, la valeur d'effets dont la propriété ne leur a pas été transférée ;

« Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, »

« Confirme. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} ch.).

Présidence de M. Pasquier.

Audience du 2 avril.

DEMANDE EN NULLITÉ DE LÉGITIMATION. — DOUBLE RECONNAISSANCE.

La reconnaissance d'un enfant faite par deux époux dans leur acte de mariage et opérant légitimation peut être annulée lorsqu'il résulte de circonstances graves, et notamment d'une reconnaissance antérieure qui donnait d'autres qualités à l'enfant, qu'elle est mensongère.

Un enfant du sexe masculin, né le 23 février 1830, fut inscrit sur les registres de l'état civil du 1^{er} arrondissement de la ville de Paris, dans les délais prescrits par la loi, sous le nom de Henri M... La déclaration était faite par François M... qui prenait la qualité de père naturel de l'enfant et désignait comme étant la mère la demoiselle Antoinette C...

Henri M... fut en effet élevé et nourri jusqu'à l'âge de quatre ans et demi par la demoiselle C... qui mourut le 15 août 1834.

La constatation de ce décès eut lieu le 16 dudit mois, au 5^e arrondissement de Paris, sur la déclaration de François M..., qui, dans cet acte, donna à la défunte le titre de son épouse.

A la date du 13 janvier 1837, François M... contracta mariage avec la demoiselle Christine-Aimée B... L'acte qui constate cette union porte que les deux époux reconnaissent pour leur enfant légitime Henri M..., et que c'est pour des motifs faciles à deviner que les véritables noms de sa mère ont été tronqués dans l'état de naissance dudit enfant.

François M... est aujourd'hui décédé. Sa veuve, donataire du défunt, a formé une demande en compte, liquidation et partage de la succession de son mari et en nullité de la légitimation du sieur Henri M...

M^e Nicolet a développé les conclusions de la demande.

M^e Legras a plaidé dans l'intérêt du défendeur. Conformément aux conclusions de M. Moignon, substitut du procureur impérial, le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« Le Tribunal joint les causes, attendu leur connexité ;

« En ce qui touche la demande à fin de rectification de l'acte de mariage des époux M... :

« Attendu que, par son acte de naissance, Henri M... est déclaré comme fils naturel de François M... et d'Antoinette C..., suivant son acte de décès ;

« Que cette déclaration est faite par François M... ;

« Attendu que toutes les circonstances de la cause concourent pour démontrer qu'Antoinette C... a constamment donné jusqu'à sa mort des sous-maternels à l'enfant déclaré sien ;

« Attendu qu'après les décès d'Antoinette C... M... a contracté mariage avec Christine-Aimée B... ; que l'acte de mariage énoncé qu'ils reconnaissent pour leur enfant légitime Henri M... ;

« Attendu que les époux M... n'ont point, depuis ce mariage, demandé la rectification de l'acte de naissance de Henri M... ;

« Attendu qu'il résulte de tous les documents de la cause que la déclaration contenue audit acte de naissance est conforme à la vérité, et que celle contenue en l'acte de mariage est une déclaration mensongère et qui doit être déclarée nulle et vide d'effet ;

« Attendu que, s'il est vrai que la donation faite à Christine-Aimée B... a eu pour cause la déclaration de maternité à laquelle elle a consenti, ce n'est pas dans l'instance sur la question d'état que cette question de nullité de la donation peut être agitée ;

« En ce qui touche la demande à fin de compte, liquidation et partage :

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que Henri M... est enfant naturel reconnu de François M... ;

« Que la veuve M... allégué qu'elle est donataire de son mari, et que cette alléguation n'est pas contestée ;

« Qu'il ne se présente pas d'héritiers de François M... ;

« Par ces motifs, »

« Déclare nulle et sans effet l'énonciation de maternité et la reconnaissance par Christine-Aimée B... de Henri M..., contenue en son acte de mariage ;

« Ordonne que ce chef du présent jugement sera transcrit sur les registres des mariages de la ville de Versailles, et que chaque mention en sera faite en marge de l'acte de mariage, des époux M..., le 3 janvier 1837 ;

« Dit que pardevant Raveau, notaire, que le Tribunal a nommé, et à la requête de la veuve M..., il sera procédé au compte, liquidation et partage de la succession M... ;

« Condamne Henri M... aux dépens faits sur la demande à fin de rectification de l'acte de mariage ; ceux faits sur la demande de liquidation devant être employés en frais de liquidation. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Anspach.

Audience du 14 avril.

INFANTICIDE.

L'accusée a dix-huit ans et elle est fort jolie. Sa tenue est des plus modestes, et c'est avec persistance qu'elle cache dans ses mains son visage constamment baigné de larmes. Elle déclare se nommer Françoise Quoniam.

Voici dans quelles circonstances elle comparait devant le jury :

« Les époux Quoniam, crémiers, rue du Faubourg St-Antoine, 175, ont trois enfants, un jeune garçon âgé de cinq ans, une fille de seize ans et Françoise-Félicité, âgée de dix-huit ans.

« Dans la même maison demeurait le nommé Mayeux, avec lequel Françoise-Félicité avait voulu se marier ; ses parents lui avaient refusé leur consentement, parce qu'ils l'avaient trouvée trop jeune ; malgré ce refus, depuis dix-huit mois environ, à la vue de tout le monde, elle avait eu et avait continué à avoir des relations intimes avec lui.

« Le logement des époux Quoniam se compose de leur boutique au rez-de-chaussée, et de deux chambres au premier étage, séparées par une cloison et une porte vitrée ; dans l'une de ces chambres les époux Quoniam avaient leur lit, les trois enfants couchaient dans l'autre. Françoise avait un lit pour elle seule ; près du sien se trouvait celui occupé par son frère et sa sœur.

« Dans le courant de 1855, la santé de Françoise se dérangea, et des indices de grossesse se manifestèrent.

Sa mère la conduisit chez le docteur Recurt, qui l'interrogea et ne put savoir d'eux quelle était la cause du mal dont elle se plaignait.

« La semaine et les mois se passèrent ; Françoise prenait de l'embonpoint. Son père, sa mère et le sieur Mayeux lui demandèrent à maintes reprises si elle n'était pas enceinte ; elle repoussa toujours cette supposition.

« Dans la journée du 10 janvier dernier, Françoise devint plus souffrante : elle fut obligée de se coucher vers deux heures. Dans la soirée, sa mère monta la voir au moment où elle allait se coucher, vers les dix heures. Françoise, dont le lit était déjà un peu ensanglanté, déclara à sa mère que son indisposition avait cessé.

« Celle-ci, convaincue de ce fait, retourna à son ouvrage. Deux heures plus tard, vers minuit, la dame Quoniam remonta dans la chambre de Françoise avec sa seconde fille qui allait se coucher. Elle trouva Françoise debout près de son lit. Elle était couverte de sang : sa mère l'aida à remonter, puis elle se retira sans se douter de l'accouchement de sa fille qui avait eu lieu une demi-heure avant, pendant le profond sommeil et à côté de son petit frère et de son père couchés l'un auprès d'elle, et l'autre dans la chambre voisine ; ni l'un ni l'autre n'avaient entendu aucun cri.

« La fille Quoniam avait, aussitôt son accouchement, caché son enfant dans le fond de son lit, et sa mère ne l'avait pas vu.

« Le lendemain, le docteur Recurt vint visiter la malade ; elle nia toujours son accouchement ; il ne fut pas dupe de ce mensonge, il se retira après avoir fait part à la mère de ses soupçons. Celle-ci insista de nouveau auprès de sa fille, qui persista dans ses dénégations jusqu'au 12 janvier. Alors ne sachant que faire du cadavre de son enfant, provisoirement déposé dans la paille de son lit, sa sœur, elle déclara à sa mère qu'elle ne s'était jamais crue grosse, qu'elle était accouchée de dix à onze heures et demie, et que son enfant, qui était arrivé au monde pendant qu'elle était dans son lit, n'avait pas crié. Elle ajouta qu'il était mort et qu'elle l'avait caché dans son lit, parce qu'elle avait craint d'avouer sa faute.

« Le docteur Recurt fut appelé de nouveau ; il visita le cadavre, et, à son inspection, il crut reconnaître que l'enfant n'avait pas succombé à une mort naturelle, puis il prévint M. le commissaire de police.

« L'autopsie a été faite par un médecin commis ; il en est résulté que l'enfant, du sexe féminin, est né à une époque voisine du terme, qu'il était viable et très vigoureusement constitué. »

La mort de l'enfant était un fait certain aux débats. Ce qui était moins, c'était la participation de la jeune mère à cette mort, et surtout l'intention évidemment criminelle qui l'aurait portée à l'acte matériel qui a privé cet enfant de la vie.

Sur ce point, M. l'avocat-général Sapey a déclaré qu'il ne voulait pas aller trop loin, et un homicide par imprudence ne lui paraît pas inconciliable avec les faits révélés par l'instruction et constatés par les rapports des médecins.

M. A. de Cadillan a présenté la défense de l'accusée et s'est attaché à repousser tout ce qui, de près ou de loin, pourrait faire supposer chez cette jeune fille l'intention de donner la mort à son enfant nouveau-né.

La Cour a décidé qu'il serait posé au jury, comme résultant des débats, la question de savoir si la mort de l'enfant ne serait pas le résultat d'une imprudence, d'un défaut de soins de la part de la mère.

La question a résolu négativement la question principale et la question subsidiaire, et M. le président a prononcé l'ordonnance d'acquiescement de la fille Quoniam.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL D'ÉTAT (au contentieux).

Présidence de M. Boudet, président de la section du contentieux.

Audiences des 14 mars et 4 avril ; — approbation impériale du 4 avril.

RECEVEUR MUNICIPAL. — RESPONSABILITÉ POUR NEGLIGENCE — APPEL DE LA DÉCISION DU CONSEIL DE PRÉFECTURE. — COMPÉTENCE DE LA COUR DES COMPTES.

Aux termes de l'article 471 de l'ordonnance royale du 31 mai 1838, combiné avec l'article 66 du 18 juillet 1837, le conseil de préfecture, chargé de juger les comptes des receveurs municipaux, est compétent pour reconnaître s'ils ont satisfait aux obligations qui leur sont imposées pour la conservation des biens et créances des communes ; dès lors, ils sont compétents pour statuer sur les demandes formées par ces dernières, soit au moment de l'apurement des comptes, soit postérieurement, et en vue d'en obtenir la révision, pour faire déclarer les receveurs municipaux responsables des conséquences de leur négligence.

C'est à la Cour des comptes, chargée par l'article 66 précité de juger en appel les comptes des receveurs municipaux, qu'il appartient de décider si c'est par voie de révision qu'un conseil de préfecture a statué sur la responsabilité d'un receveur municipal, auquel il avait délivré un certificat de quibus.

Ainsi jugé, par rejet de la requête présentée par le sieur Delaunay, ancien percepteur-receveur municipal de la commune de Saconin (Aisne). Le sieur Delaunay demandait l'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aisne, du 30 décembre 1853.

Après apurement des comptes de ce receveur municipal, le conseil de préfecture lui avait délivré, le 28 mai 1850, un certificat de quibus. Mais, sur la demande de la commune, un arrêté postérieur du 30 décembre 1853 avait déclaré le sieur Delaunay responsable de négligence en ce qu'il avait omis de poursuivre le recouvrement d'une créance exigible et de prendre des sûretés contre le débiteur qui était devenu insolvable. En conséquence, le conseil de préfecture avait condamné le sieur Delaunay à indemniser la commune. L'appel porté par celui-ci devant le Conseil d'Etat a été déclaré non recevable.

M. Charles Robert, maître des requêtes, rapporteur ; M^e Labordère, avocat du sieur Delaunay ; M. Ernest Baroche, maître des requêtes, commissaire du gouvernement.

COURS D'EAU. — ÉTABLISSEMENTS D'USINES. — APPLICATION DU DÉCRET DU 25 MARS 1852. — REJET DU RECOURS.

Le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation, autorise les préfets à statuer sur les règlements d'usines ou de prises d'eau d'irrigation établies sur les cours d'eau non navigables ni flottables ; mais le même décret réserve aux parties le droit de porter devant le ministre compétent leur recours contre les arrêtés préfectoraux. Le ministre, dans ce cas, n'est pas obligé, avant de statuer, d'appeler la partie intéressée au maintien de l'arrêté attaqué à produire ses moyens de défense ; seulement si cette partie trouve que la décision ministérielle est mal fondée, elle a la faculté de présenter ses réclamations à l'effet d'obtenir une nouvelle décision.

N'est pas attachée d'exercer de pouvoir, comme statuant sur une question d'intérêt privé, la décision ministérielle

qui attribue à une usine une partie de la force motrice qu'une autre usine s'était appropriée contrairement au titre réglementaire de son point d'eau.

Ainsi jugé, par rejet de la requête du sieur Fournet, usinier du Calvados, qui se plaignait qu'on eût attribué au sieur Chatelet, placé comme lui sur la rivière du Gacé, une force motrice que le demandeur s'était appropriée, contrairement à l'ordonnance du 9 juillet 1828, réglementaire de son usine.

Rapporteur, M. Aubernon, maître des requêtes ; avocat du sieur Fournet, M^e Reverchon ; avocat du sieur Chatelet, M^e Mimerel ; commissaire du gouvernement, M. Ernest Baroche, maître des requêtes.

CHRONIQUE

PARIS, 14 AVRIL.

Le garde-des-sceaux, ministre de la justice, recevra demain mardi 15 avril.

— Voici deux figuristes italiens qui figurent devant la police correctionnelle, l'un comme plaignant, l'autre comme prévenu ; le premier, c'est Renardi ; le second, c'est Tonini.

Renardi s'exprime en ces termes, avec le langage franco-italien qu'on fait parler à Fontanauro :

« Tonini et moi, dit-il, nous couchions ensemble ; voilà qu'une fois, il rentre à minuit ; il se met au lit, et, deux heures après, il se relève et il sort.

« Le lendemain matin, je vais pour voir l'heure à ma montre que j'avais accrochée à un clou, la montre n'y était plus ; j'avais 28 fr. dans mon zilet, ils avaient disparu comme la montre. Voyant que Tonini ne revenait pas le lendemain au soir, le surlendemain j'ai été chez le commissaire de police. »

Ajoutons à la déposition du plaignant que Tonini ne fut arrêté qu'assez longtemps après, à Roubaix et alors qu'il avait été condamné par défaut à un an de prison. Il forma opposition au jugement, et aujourd'hui il vient expliquer sa conduite.

Ses explications, il a eu tout le temps de les méditer ; on va voir ce qu'il a trouvé, après une mise en réflexion, pour répondre à la prévention qui pèse sur lui. Tout d'abord il ne le fait.

M. le président : Vous soutenez n'avoir pris ni la montre, ni l'argent de votre camarade ?

Tonini : Si ze le soutiens ? que ze crois bien que ze le soutiens !

M. le président : Pourquoi êtes-vous sorti, alors, à deux heures du matin ?

Tonini : Eh ! pour ce que, donc, j'ai été chez un de mes pays qui fait les portraits au *baguélétripe* pour qu'il me fasse le mien pour ma bonne amie qui est au pays que ze dois me marier avec elle à la Pentecôte.

M. le président : Vous allez faire votre dague-tréotype à deux heures du matin ? (Rires dans l'auditoire.)

Tonini : Eh ! que ze n'ai pas le temps dans la journée.

Tout le dire que cette explication n'a eu d'autre succès qu'un succès de rire. Le Tribunal a confirmé la condamnation à un an de prison prononcée contre Tonini, dont le mariage ne sera par conséquent pas célébré à la Pentecôte.

— Comme tous les spectacles *gratis*, la vue du bouff gras coûte fort cher à bon nombre de curieux ; si encore ces gens-là n'avaient jamais vu antérieurement la marche triomphale de l'animal, passe encore ; mais il est de ces badauds qui, depuis vingt ou trente ans, vont régulièrement et invariablement le char mythologique, le bouff et son escorte de mousquetaires, de Turcs et de troubadours coûte à l'un sa tabatière, à l'autre sa bourse, à celui-ci sa montre, à celui-là son mouchoir.

La récolte annuelle de ces objets ferait une belle fortune.

Donc, comme si nos voleurs nationaux ne suffisaient pas, deux Espagnols étaient venus à la curée : des agents les observaient, et au moment où ils allaient les prendre en flagrant délit, les deux fous s'échappèrent à la faveur de la cohue. Ceci se passait le dimanche gras.

Le mardi, les mêmes agents retrouvent les mêmes Espagnols continuant leur petit commerce du vol à la tire. Cette fois, ils les prirent sur le fait et les arrêtèrent.

Les deux voleurs prétendirent, tout d'abord, ne pas se connaître mutuellement ; mais on trouva sur le portefeuille de l'un d'eux le nom de l'autre. Écoutons leurs explications devant la police correctionnelle :

Fernando-Perez Garcia et Antonio Groumachez (ce sont les noms des prévenus) frignent d'abord de n'entendre ni de parler le français, et M. le président fait avancer un interprète.

Un agent : M. le président, ils entendent et parlent très bien le français.

Groumachez, s'oubliait : C'est pas vrai. (Rires.)

M. le président : Voyons, répondez ; vous dites que vous ne connaissez pas Garcia ; comment se fait-il qu'on a trouvé son nom sur votre portefeuille et écrit de votre main ?

Le prévenu feint de ne pas comprendre ; l'interprète lui traduit la question et rapporte sa réponse que voici : C'est vrai, le nom est écrit de ma main ; mais je ne comprends pas comment cela s'est fait.

M. le président : Qu'étes-vous venu faire en France ?

Le prévenu : J'appartiens à la police espagnole ; pendant les troubles, on avait remarqué deux individus qu'on supposait être des faux monnayeurs ; on m'a chargé de les surveiller ; ils sont venus en France (on suppose que c'est pour y acheter des matières propres à fabriquer leur fausse monnaie), et je les ai suivis à la piste, de ville en ville.

M. le président : On a trouvé sur vous près de 200 fr. en or et en argent, et une certaine somme en sous ; chaque monnaie divisée par nature et placée dans une poche séparée.

Le prévenu : J'ai fait cela de peur des voleurs.

M. le président : Je ne m'explique pas ce système pour échapper aux voleurs. Vous êtes porteur aussi d'une fort belle tabatière et d'une reconnaissance du Mont-de-Piété portant engagement d'une autre tabatière pour 10 fr. ; d'où vous venaient ces objets ?

Le prévenu : Je les avais achetés ; la tabatière engagée pour 10 fr. ne me convenait pas, j'en ai achetée une autre pour 50 fr.

M. le président : Vous avez deux louis de 20 fr. dans vos chaussettes ?

Le prévenu : Je les ai mis là quand on m'a arrêté, pour me procurer quelques petites douceurs en prison. Je ne suis pas un voleur, au contraire, j'arrête les voleurs ; d'ailleurs, je touche 1,200 fr. par an comme employé de la police.

M. le président : La preuve que vous êtes un voleur de profession, c'est que vous avez déjà été condamné à six mois pour vol ; vous étiez précédemment traduit avec Garcia.

Garcia : Moi ? jamais. (Rires.)

M. le président : Ah ! vous n'entendez pas le français non plus, vous ; oui, vous avez été traduit pour vol avec Groumachez ; seulement, vous avez été acquitté.

Garcia est également attaché à la police espagnole, dit-

il, et à point nommé à la recherche des mêmes faux monnayeurs.

Du reste, il avoue que lui et son coprévenu se connaissent mutuellement ; seulement, il prétend qu'ils n'étaient pas ensemble quand on les a arrêtés.

Garcia a une autre corde à son arc ; il se dit marchand de chocolat, parce qu'on en a trouvé un morceau cassé dans sa poche.

Le Tribunal a condamné les deux prévenus chacun à deux ans de prison et cinq ans de surveillance.

— Non loin de la barrière de la Glacière, on trouve une ancienne carrière à ciel ouvert, excavation profonde dans laquelle l'herbe a poussé et où l'on menait jouer autrefois les élèves des collèges et pensionnaires du quartier Saint-Jacques ; on appelait cela la Fosse-aux-Lions.

Aujourd'hui la Fosse-aux-Lions est devenue une encluse de cité, de champ d'asile où se réfugient des chiffonniers et des saltimbanques.

Au nombre de ces derniers figure la famille Gillet. Quel genre de banque exerce cette famille ? mange-t-elle de la filasse ? vent-elle du poil à gratter ? tire-t-elle de la boue aventure ? montre-t-elle des veaux à trois têtes, des nains parlant dix langues toutes en français, et autres curiosités exposées par tous les saltimbanques de l'Empire, seuls possesseurs de ces phénomènes ? C'est ce que nous ignorons. La famille Gillet, composée de monsieur, de M^e Gillet et de M. Gillet fils, polisseur de treize ans fort respectueux pour l'auteur maternel de ses jours, est devant la police correctionnelle pour affaire ne concernant pas son état.

Il s'agit de blessures volontaires que la mère aurait faites au fils et qui ont motivé une plainte de la part du père, lequel aurait, à ce qu'il paraît, quelques sujets de mécontentement contre son épouse.

Le père prétend qu'elle a donné un coup de couteau à son fils ; elle soutient qu'elle s'est servie d'un simple manche à balai, mais enfin il y a blessures.

Les voisins, c'est-à-dire des chiffonniers et des saltimbanques, viennent déposer du fait. Victor (c'est le nom de M. Gillet fils) est, à ce qu'il paraît, un enfant terrible : « Hélas ! a dit la mère, gueux d'enfant ! Il me manque de respect chaque jour, messieurs, et ça pour un malheur que j'ai eu et qu'il connaît. Un jeune homme qui était attaché à notre baraque en qualité de lampiste et qui j'ai eu la faiblesse de correspondre à sa flamme et de lui faire des avances d'argent... que ce brigand d'enfant, à partir de ce jour-là, je ne peux plus rien en faire du tout... qu'à la moindre observation, il me menace d'aller tout conter à son père, et qu'il me flanque le lampiste au nez à tout bout de champ ; ce n'est pas une existence. »

Nous n'en dirons pas plus sur cette affaire qui manque complètement de dignité, et sur cette famille qui n'inspire aucun intérêt ; la coupable est punie ; elle est condamnée à huit jours de prison ; le lampiste a été mis à la porte, en sorte qu'il n'y aura plus mèche à l'endroit des indélictés de M^e Gillet.

— Des détachements de tous les corps de troupe en garnison à Paris et dans les forts se sont rendus vers neuf heures du matin dans la grande cour de l'Ecole-Militaire au Champ-de-Mars, à l'effet d'entendre la lecture et voir procéder à l'exécution des divers jugements rendus par les Conseils de guerre de la 1^{re} division militaire. Pendant que ces mouvements de troupe s'effectuaient, deux voitures cellulaires, escortées d'un piquet de la gendarmerie de la Seine, sont arrivées à la maison de justice militaire pour y prendre douze condamnés à la peine des fers, à celle du boulet, et aux travaux publics. Tous les détachements, aussitôt après leur arrivée, ont pris le rap de bataille, et sur le commandement d'un officier supérieur, ils ont formé un vaste carré long.

L'heure prescrite pour cette parade par M. le maréchal commandant en chef l'armée de l'Est et la 1^{re} division sonna à l'horloge de l'Ecole-Militaire, lorsque les voitures cellulaires ont été déposées dans la cour les soldats qui devaient figurer dans cette exécution judiciaire. Immédiatement le roulement des tambours et les fanfares des clairons ont annoncé l'entrée dans le carré de M. le commissaire impérial du Conseil de guerre, assisté d'un greffier, et chargé de faire exécuter les condamnations devenues définitives.

Le premier condamné appelé a été un tout jeune caporal du 23^e régiment de ligne, le nommé Cabailot, condamné à la peine de mort, pour tentative d'assassinat sur la personne de son sergent-major. La cause la plus légère et la plus futile avait donné lieu à ce crime. Le caporal Cabailot avait obtenu dès le matin, de son capitaine, la permission de dix heures, dont il devait jouir à partir de quatre heures ; mais par suite d'une faute qu'il commit, le sergent-major lui fit retirer la permission au moment même où il allait quitter la caserne. Cabailot, vivement irrité contre son supérieur, monta dans sa chambre, chargea son fusil à balle sans qu'aucun de ses camarades pût s'en apercevoir ; il se rendit à la chambre du sergent-major, et là, en présence de plusieurs sous-officiers, il mit son arme en joue en prononçant ces paroles : « Prenez garde !... » et il ajouta : « Major, c'est pour vous. » Loin de se laisser intimider, le sergent-major fit quelques pas en avant et s'écria : « Malheureux, qu'allez-vous faire... Abattez cette arme, et venez me parler. » L'énergie avec laquelle ces paroles furent prononcées paralyseront le petit caporal qui tout aussitôt releva son fusil, et mit l'arme au pied. Une courte explication s'ensuivit, Cabailot fut désarmé et renvoyé dans sa chambre.

Peu d'instants après, le caporal, croyant que son sergent-major avait fait lever la consigne et qu'ainsi il jouirait de la permission de dix heures tant désirée, se présenta pour sortir du quartier ; mais il y trouva la même défense. Cabailot exhalait de nouveau sa mauvaise humeur, et une seconde fois, ayant chargé un fusil, il se mit à la recherche de celui qui l'empêchait d'accomplir les projets qu'il avait formés pour la soirée. Cette fois encore la tentative de meurtre fut évitée, mais par des circonstances indépendantes de la volonté du caporal Cabailot. Avant sa condamnation, comme pendant les débats, ce jeune militaire témoigna le plus grand repentir, mais les nécessités impérieuses de la discipline déterminèrent les juges à prononcer la peine capitale. Cependant, un rapport sur cette affaire qui avait eu un grand retentissement dans le 23^e de ligne fut adressé par M. le commissaire dans le 23^e de ligne fut adressé par M. le ministre de la guerre, qui, en raison du jeune âge du condamné dont les antécédents étaient honorables, sollicita de l'Empereur une commutation de peine. Une décision impériale accueillit cette demande, et la peine de mort fut commuée en celle de vingt années de fers, et de la dégradation militaire.

Pendant qu'on accomplissait cette dernière formalité en arrachant les boutons de la capote du condamné et en lui passant par-dessous les pieds le baudrier d'un sabre, l'ex-caporal Cabailot n'a cessé de verser des larmes. Il a été pris de la gauche du peloton des condamnés.

Cette opération terminée, sept individus, les nommés Moulin, caporal au 2^e régiment de la garde impériale ; Rousseau, voltigeur au 1^{er} régiment de la garde ; Lévassier, caporal au 11^e bataillon à pied ; Artis, fusilier au 48^e régiment de ligne ; Fournier, caporal-major aux infirmiers du Val-de-Grâce (celui qui a déserté par amour pour une négresse âgée de cinquante ans) ; Ménoret, cavalier au 1^{er} régiment de carabiniers, et Maillard, cavalier au 2^e

ETRANGER.

Autriche (Vienne), 10 avril. — L'empereur vient de faire grâce à soixante-deux personnes, condamnées pour délits politiques, en 1849 et 1850, par des Conseils de guerre à un emprisonnement de dix à vingt années.

INSERTIONS FAITES EN VERTU DE LA LOI DU 2 JANVIER 1850.

ARRÊTS DE CONTUMACE.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 février 1856.

Le nommé Emmanuel Pignon, sans domicile connu, profession d'ouvrier horloger (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1854, à Paris, commis des vols au préjudice du sieur Grignon, dont il était alors ouvrier, a été condamné, par contumace, à sept ans de réclusion, en vertu de l'art. 336 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général impérial, ce requérant, Le greffier en chef : Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 février 1856.

Le nommé Louis-François Silvain, âgé de 22 ans, né en Savoie, ayant demeuré à Paris, rue de la Reynie, 36, profession d'ouvrier tanneur (absent), déclaré coupable d'avoir, en janvier 1855, commis à Paris un vol conjointement, la nuit, à l'aide d'effraction, dans une maison habitée, a été condamné par contumace à huit ans de travaux forcés, en vertu de l'art. 384 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général impérial, ce requérant, Le greffier en chef : Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 février 1856.

Le nommé René Bonain, âgé de 25 ans, né en Savoie, ayant demeuré à Paris, rue de la Reynie (absent), déclaré coupable d'avoir, en janvier 1855, commis à Paris un vol conjointement, la nuit, à l'aide d'effraction, dans une maison habitée, a été condamné par contumace à huit ans de travaux forcés, en vertu de l'art. 384 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général impérial, ce requérant, Le greffier en chef : Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 février 1856.

Le nommé Jacob Saller, âgé de 35 ans, ayant demeuré à Paris, impasse d'Antin, 12, profession de serrurier (absent), déclaré coupable d'avoir, à Paris, en 1851, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, en détournant une partie de son actif, a été condamné par contumace à huit ans de travaux forcés, en vertu de l'article 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général impérial, ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 février 1856.

Le nommé Edouard Rosende, âgé de 25 ans, ayant demeuré à Paris, rue d'Hauteville, 32, profession de commissionnaire en marchandises (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1854, commis à Paris le crime de banqueroute frauduleuse, en détournant une partie de son actif, a été condamné par contumace à huit ans de travaux forcés, en vertu de l'article 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général impérial, ce requérant, Le greffier en chef : Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 11 février 1856.

Le nommé Francisque Laurent, âgé de 34 ans, ayant demeuré rue des Noyers, 80, profession de marchand de vin (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1854, commis à Paris le crime de banqueroute frauduleuse, en soustrayant des livres de commerce et en détournant une partie de son actif, a été condamné par contumace à huit ans de travaux forcés, en vertu de l'art. 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme, délivré à M. le procureur-général impérial, ce requérant, Pour le greffier en chef : Lot.

La SOCIÉTÉ PROCEENNE, compagnie d'armements maritimes, va clore très prochainement sa souscription.

On rappelle que toute demande qui n'est pas accompagnée d'un versement de 50 fr. par action est considérée comme non avenue.

Les actions sont de 250 fr. au porteur. Elles jouissent d'un intérêt de 5 pour 100 avant tout partage.

On souscrit à Paris, chez MM. ALLEGRI et C^e, banquiers, rue Richer, n° 18.

A Marseille, chez MM. Altaras, Caune et C^e, rue Paradis, n° 110.

Les souscripteurs des départements peuvent adresser les fonds en espèces par les messageries, en billets de Banque ou en valeurs à vue sur Paris ou sur Marseille, par lettres chargées à la poste.

— CRÉATION DE 26,500 OBLIGATIONS DE 250 FRANCS Émises à 140 fr. — 7 fr. 50 d'intérêt.

Chemin de fer de Graissessac à Béziers.

Obligations de 250 fr. émises à 140 fr., intérêt 7 fr. 50 c., jouissance du 1^{er} novembre dernier (1^{er} novembre 1855).

Le coupon du 1^{er} mai prochain appartient aux souscripteurs.

La souscription est ouverte, à partir du 10 avril courant, au siège de la Société, à Paris, rue Taibout n° 45; à Londres, chez MM. C. Devaux et C^e, King William-street, n° 62.

70 fr. sont payables en souscrivant. Les 70 fr. restant sont exigibles le 1^{er} août prochain.

MM. les actionnaires du chemin de fer peuvent souscrire à raison de 2 obligations pour 3 actions.

Les autres obligations seront réparties aux souscripteurs au prorata de leur demande.

On souscrit rue Taibout, n° 45.

— A partir du 15 avril courant, l'étude de M^e Gossart, notaire à Paris, est transférée de la rue Richelieu, 27, à la rue Saint-Honoré, 217 (ancien 333), maison Farina.

Bourse de Paris du 14 Avril 1856.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 0/0, 4 1/2), and Price/Value (e.g., 73 15, 73 50).

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 0/0 j. 22 juin), and Price/Value (e.g., 73 15, 73 60).

Table with 2 columns: Instrument (e.g., FONDS DE LA VILLE, ETC.), and Price/Value (e.g., Obligat. de la Ville, 25 millions).

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 4 1/2 1825, 4 1/2 1852), and Price/Value (e.g., 92 60, 93 25).

Table with 4 columns: A TERME, Cours, Plus haut, Plus bas, Cours. (e.g., 3 0/0, 73 83, 73 83, 73 50, 73 55).

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Station (e.g., Paris à Orléans, Nord), and Price/Value (e.g., 4380, 1045).

A partir du 15 avril 1856, le siège de la société des Manufactures de Javel et de Sèvres, sous la raison sociale F.-S. de Sassex et C^e, sera transféré rue de Paradis-Poissonnière, 10.

Le syndicat des obligations hypothécaires de la société est transféré au même domicile.

— CHEMINS DE FER DE L'OUEST, rue d'Amsterdam, 9, à Paris. — Voyage de Paris à Londres par Dieppe et Newhaven (Brighton). Un départ tous les jours, le dimanche excepté. Trajet en une journée. 1^{re} classe, 35 fr.; 2^e classe, 25 fr. Bureau spécial rue de la Paix, 7.

AVIS AU COMMERCE.

On sait que la publicité est devenue la base et la meilleure condition de toute réussite commerciale : celle des journaux étant incontestablement reconnue est donc aussi naturellement la plus efficace.

Pour obvier à cet inconvénient, le Guide des acheteurs offre une combinaison d'annonces dans six journaux de Paris et un de l'étranger, des plus répandus, où, moyennant 35 cent. par jour, 46 fr. par mois, 192 fr. par an, chaque négociant pourra placer et faire parvenir son nom, son adresse et sa spécialité, en un mot la carte complète de sa maison, tous les jours, au domicile et sous les yeux des acheteurs de France et de l'étranger, et cela dans des conditions de bon marché et d'économie intelligente qu'aucune autre publicité ne saurait offrir.

AVIS AU PUBLIC.

Nous engageons vivement nos lecteurs à consulter pour leurs achats le Guide des acheteurs (Voir le tableau ci-dessous), qui les conduira directement à l'adresse des premières maisons dans toutes les spécialités et genres d'industrie.

Imprimerie de A. GUYOT, rue Neuve-des-Mathurins 48.

Ventes immobilières.

AUDIENCES DES CRIÉES.

BELLE MAISON A LYON.

Mise à prix : 8,000 fr. 2^e D'une MAISON sise à Belleville, boulevard du Combat, 22.

Mise à prix : 6,000 fr. S'adresser : A M^e Ernest LEFÈVRE, avoué poursuivant.

HOTEL A PARIS

Mise à prix : 400,000 fr. S'adresser pour les renseignements : A M^e GALLIOT, avoué poursuivant.

MAISON A PARIS

Mise à prix : 125,000 fr. S'adresser audit M^e CULLERIER, déposant une copie de l'enchère et des titres de propriété.

DEUX MAISONS A BELLEVILLE

Mise à prix : 125,000 fr. S'adresser audit M^e Ernest LEFÈVRE, avoué, place des Victoires, 3.

ris, rue de l'Orillon, 14, tenu en hôtel garni depuis seize ans.

Mise à prix : 8,000 fr. 2^e D'une MAISON sise à Belleville, boulevard du Combat, 22.

Mise à prix : 6,000 fr. S'adresser : A M^e Ernest LEFÈVRE, avoué poursuivant.

A M^e Duché, avoué, rue Neuve-des-Petits-Champs, 43;

A M^e Damas, notaire, boulevard Bonne-Nouvelle, 8;

Et à M^e Angot, notaire, rue Saint-Martin, 88. (3659)

MAISONS ET JARDINS BOULEVARD ST-JACQUES.

Etude de M^e BURDIN, avoué à Paris, quai des Grands-Augustins, 11.

Vente au Palais-de-Justice à Paris, le mercredi 30 avril 1856, deux heures de relevée, en deux lots.

1^{er} lot. D'une MAISON, deux jardins et dépendances, situés à Paris, boulevard-Saint-Jacques, 86 (12^e arrondissement).

Mise à prix : 20,000 fr. 2^e lot. De deux MAISONS, jardin et dépendances, situés à Paris, boulevard St-Jacques, 88.

Mise à prix : 15,000 fr. S'adresser : 1^o Audit M^e BURDIN, avoué poursuivant ; 2^o A M^e de Benazé, avoué à Paris, rue Louis-le-Grand, 7. (3653)

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES.

VENTE D'IMMEUBLES SENLIS.

Etude de M^e Jules THEBRY, avoué à Senlis (Oise).

Vente judiciaire, en l'étude et par le ministère de M^e CHARTEAU, notaire à Senlis, commis à cet effet, le dimanche 27 avril 1856, heure de midi.

1^o D'une belle MAISON de campagne, avec écuries, bâtiments, cours et grand jardin en dépendant, le tout situé à Villeneuve, faubourg de Senlis (Oise), à 12 kilomètres des stations de Creil et de Saint-Leu (chemin de fer du Nord).

Cette propriété, entourée de plusieurs jolies maisons de campagne, offre un séjour et une habitation des plus agréables. Son étendue superficielle est de 3 hectares 18 ares.

Les stations de Creil et de Saint-Leu correspondent avec Senlis, au moyen de services réguliers d'omnibus.

2^o Et d'une PIÈCE DE TERRE de la contenance de 1 h. 65 a. 49 c., longeant les murs du jardin de la maison de campagne ci-dessus désignée.

La vente aura lieu d'abord en deux lots et en suite en masse, sur les mises à prix : Pour la maison de campagne, de 15,000 fr. Pour la pièce de terre, de 1,500 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1^o A M^e Jules THEBRY, avoué poursuivant, demeurant à Senlis, rue du Château, 21 ; 2^o A M^e Dufay, avoué collicitant, demeurant au même lieu, rue Saint-Hilaire, 10 ; 3^o Et à M^e CHARTEAU, notaire audit Senlis, rue Bellon, dépositaire des titres et du cahier des charges. (3672)

MAISON A PARIS, rue Malher, 5, près la rue de Rivoli.

Mise à prix : 115,000 fr. S'adresser à M^e DUMAS, notaire, boulevard Bonne-Nouvelle, 8. (3669)

Ventes mobilières.

ÉTUDE D'AVOÜÉ A TOURS

A céder par suite de décès, une ÉTUDE D'AVOÜÉ près le Tribunal civil de Tours.

S'adresser pour les renseignements, à Tours : 1^o A M^e Denezil, président de la chambre des avoués ; 2^o A M^e Noirmont, secrétaire de la chambre ; 3^o A M^e Chambert, avoué honoraire. (3625)

COMPAGNIE DE L'HOTEL ET DES IMMEUBLES DE LA RUE DE RIVOLI.

Le conseil d'administration a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires de cette société qu'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire est convoquée pour le mercredi 30 avril courant, à trois heures, place Vendôme, 15, à l'effet de statuer sur les comptes et de délibérer sur une modification des statuts et sur une augmentation du capital.

Pour assister à l'assemblée générale, il faut être porteur de cent actions au moins et en avoir effectué le dépôt avant le 28 avril courant, à la caisse de la société générale de Crédit mobilier, place Vendôme, 15, de 10 à 3 heures. (15523)

SOCIÉTÉ FLEURARD ET C^{ie}

Les actionnaires de la société Fleurard et C^{ie} sont convoqués en assemblée générale le mercredi 30 avril prochain, à une heure, dans les bureaux de la direction, à Bruxelles. (15326)

C^{ie} D'ASSURANCES GÉNÉRALES (MARITIMES, CONTRE L'INCENDIE ET SUR LA VIE).

MM. les actionnaires de la compagnie d'Assurances générales (maritime, contre l'incendie et sur la vie), établie à Paris, rue Richelieu, 87, ancien 97, sont prévenus que l'assemblée générale pour la reddition des comptes de l'exercice

1855, aura lieu le mercredi 30 de ce mois, à 11 heures et demie très précises. (15524)

MINES D'OR D'AUSTRALIE

SOCIÉTÉ DES TERRAINS ET MINES AUFÈRES D'ADÉLAÏDE.

MM. les actionnaires sont prévenus que, conformément aux statuts de la compagnie, l'assemblée générale aura lieu le mercredi 30 avril courant, à une heure, rue de Grammont, 27.

AVIS. — Nul actionnaire ne sera admis à l'assemblée s'il n'est porteur de vingt actions au moins.

Le dépôt des actions doit être fait dix jours avant l'assemblée, à Paris, entre les mains de M. de Saint-Venant, représentant du gérant, rue de Grammont, 27, de 11 à 1 heure.

A Londres, 19, Bucklersbury, 40 avril 1856. Ch. STEWARD et C^e, gérants.

BA CCALAUREATS. On ne paie qu'après réception.

M. Sieurac, licencié, 7, r. Corneille (Odéon), (15505)

TIRAGE DU JOURNAL LA PRESSE

Date de la fondation : 1^{er} juillet 1836.

1836, 9,931. Après six mois de fondation. 1837, 13,200. 1838, 2,300. Lutte contre la coalition : Thiers, 1839, 9,350. Guizot, Berryer, Ledra-Rollin. 1840, 13,485. 1841, 13,485. 1842, 15,170. 1843, 16,092. 1844, 16,895. 1845, 22,971. Agrandissement du format. 1846, 25,770. 1847, 32,800. Opposition au ministère Guizot. 1848, 63,869. Révolution du 24 février. 1849, 34,779. 1850, 31,479. 1851, 21,336. 1852, 18,857. 1853, 22,782. 1854, 31,775. Tirage en 2 heures; 5 compositions. 1855, 42,646.

Augmentation. 7,871

La Presse est le journal français qui tire le plus grand nombre d'exemplaires.

Il a tiré de s l'année 1855, qui vient de finir : QUINZE MILLIONS trois cent cinquante-deux mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit feuilles (15,352,498 feuilles).

Et payé au Trésor public, pour doit de timbre, UN MILLION deux cent vingt-six mille huit cent cinq francs (1,226,803 fr.).

En 1854, il avait tiré douze millions quatre cent quarante-neuf mille cinq cent soixante-huit feuilles (12,449,568 feuilles), et payé au Trésor public, pour droit de timbre, la somme de neuf cent quatre-vingt-seize mille sept cent soixante-quatre francs (996,774 fr.).

Son tirage s'exécute au moyen de CINQ COMPOSITIONS qui roulent simultanément sous cinq presses à quatre cylindres, exécutées par M. Hippolyte Merinon.

On peut assister tous les jours, de quatre heures et demie à six heures et demie, au tirage du

journal la Presse, en s'adressant rue Montmartre, 123, à MM. Serrière et C^e, imprimeurs de la Presse, du Livret officiel de l'Exposition universelle, des Cinq centimes illustrés, etc. (18511)

A CÉDER de suite, une ÉTUDE D'AVOÜÉ près d'une Cour impériale, à trois heures de Paris.

S'adresser à M. Ledepi, rue Mazargran, 3, à Paris. (15320)

M. DUPONT, 41, Chaussée d'Antin, au 4^e.

Vente et échange de cache-miroirs de France et de l'Inde. Atelier pour les réparations. (15432)

134, rue AL'HÉRITIÈRE 134, rue Montmartre. Grand magasin de chausures p^o dames, hommes et enfants. Cette maison se recommande par le bon marché, l'élégance et la solidité de ses produits. Prix fixe. (15492)

EPILEPSIE.

Le docteur Achille Hoffmann, rue de la Paix, 3, guérit cette affection, même ancienne, avec certitude et sans danger. Consultations de 1 heure 1/2 à 4 heures. Visites. Traitement facile par correspondance. (15525)

CIGARETTES IODÉES ET IODOMÈTRES

CHARTROULE, pour la guérison INFALLIBLE des maladies de poitrine. Appareil b. s. g. d. g. Dépôt général, r. de Jeûneurs, 40, et à la ph. de Dublanc aîné, 221, r. du Temple, à Paris, et dans les princ. ph. de France. (15487)

MÉDICATION BROMO-IODURÉE.

CHOCOLAT Bromo-ioduré et Bromo ioduré ferreux contre la toux et les mauvaises digestions. PILULES et SIROP Bromo-iodurés et Bromo-iodurés ferreux, à la pharmacie, rue de la Chaussée-d'Antin, 34, à Paris.

L'Académie de Médecine en a porté ce témoignage : « On ne peut révoquer en doute la puissance influence de cette médication nouvelle sur la digestion et la nutrition ; les malades, au bout de quelques semaines d'usage, reprennent leurs facultés digestives et de l'embonpoint. » (15447)

LES FRÈRES M. MAHON méd. des HOPITAUX

DE PARIS, 75,070 guérisons constatées dep. 1806. Teignes, dartres, pityriasis, chutes de cheveux, etc. 7, QUAI CONTI, Pont-Neuf, mercr., vendr., à 1 h. 6, PET. B. VERTE, Fg St-Houroré, mardi, sam., 12 à 4 h. (15430)

Guérison radicale des MAUX DE DENTS

par le CRÉOSOTE-BILLARD. 2 fr. le flac. le dépôt est à la pharm. Colbert, pass. Colbert, 8. (15324)

DENTS A 5 F.

perfectionnés, sans crochets ni pivot. Dents inaltérables garanties 10 ans. D'ORIGNY, médecin-dentiste, passage Véro-Dodat, 33. (A. dev. pl. du Palais-Royal) (15428)

LES ANNONCES. Réclamations industrielles ou autres, sont reçues au bureau du Journal.

GUIDE DES ACHETEURS

TABLEAU DES EXPOSANTS RECOMPENSES. FOURNISSEURS brevetés de LL. MM. II. — MATIÈRES offrant au public les meilleurs produits aux prix les plus accessibles. — INVENTIONS brevetées et nouvelles découvertes.

Bronzes et Pendules. Gaiettes de sûreté brevetées. Cannes. Parapluies. Fouets. Caoutchouc, Chaussures, Manteaux. Casse-Sucre Nollet, breveté. Chaises et Cachimères. Chaussures d'hommes et dames. Chinoiseries, Curiosités, Spté de Lampes. Chocolats. Coffres-forts. Gols et Gravates.

Corsets plastiques brevetés. Culotier et Chemisier. Dentelles, Confections. Dentistes. Deuil, spécialité. Distillation. Ebénisterie. Encadreur Doreur. Encre, Vernis, Couleurs. Fontaines Hygiéniques Brevetées. Foulards des Indes (spécialité). Gardes-robes inodores. Horlogerie, Bijouterie, Orfèvrerie.

Pendules de nuit brevetées. Montres à répétition sans clé. Joaillerie, Bijouterie. Librairie. Literies, Tapis et Sommier. Modes et Parures. Nouveautés et Soieries. Opticien fabricant. Orfèvrerie. Paillasons. Papiers peints. Pharmacie, Médecine.

Photographies, Stéréoscopes. L'Amateur photographe. Pianos. Porcelaines et Cristaux. Porte-Bouteilles en fer. Restaurants. Verreries en tous genres. Vins fins et liqueurs.

M. DE FOY INNOVATEUR-FONDATEUR MARIAGES. Seul, j'ai droit de porter ce titre : INNOVATEUR-FONDATEUR de LA PROFESSION MATRIMONIALE, parce que c'est moi, DE FOY, qui l'ai relevé, innové et fait SANCIONNER.

AVIS AUX CRÉANCIERS. M. Lambert, faubourg Montmartre, 54, commissaire de conciliation du concordat du sieur THIBERT H. invite ceux de MM. les créanciers qui n'auraient pas produit leurs titres de créances à la faire dans le délai de huit jours, passé lequel délai ils ne seront pas compris dans la première répartition de l'actif abandonné.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en meubles, serviettes, nappes, vins, etc. (5054)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Bossini, 6. Le 15 avril. Consistant en tables, chaises, commode, fauteuils, etc. (5062)